

b)	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973 au
				30 septembre 1973
Blonsky, J. A.	37	18	25	38
Gulak, B. J.	38	21	36	19
Ulan, J. F.	15	10	15	12
Lagasse, J. L.	33	21	13	26

5. Les honoraires versés aux avocats ou aux études d'avocats représentant la Société du crédit agricole en rapport avec des prêts sont payés par les emprunteurs par la voie d'une retenue à même leur prêt. Les dossiers de la Société ne lui permettent pas de reconstituer les renseignements demandés.

LES AUGMENTATIONS ET LES DIMINUTIONS DES PRIX DE SOUTIEN FÉDÉRAUX AUX PRODUCTEURS DE CRÈME

Question n° 3137—M. Schellenberger:

Au cours des dix dernières années, quel a été le nombre total d'augmentations et de diminutions des prix de soutien fédéraux aux producteurs de crème du Canada?

L'hon. Eugene F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Au cours des dix dernières années, le nombre total d'augmentations et de diminutions des prix de soutien fédéraux pour le lait industriel (et la crème exprimée en matière grasse de lait) a été comme suit: Augmentations, 5; Diminutions, aucune. De plus, les produits laitiers ont été soutenus au cours des dix dernières années par des offres d'achat à prix déterminés.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LES VERSEMENTS EN TROP EN 1971-1972

Question n° 3154—M. Godin:

Pour le territoire desservi par le bureau régional de Québec de la Commission d'assurance-chômage, pour chacune des années 1971 et 1972, a) à combien se sont élevées les prestations versées en trop à différents chômeurs, b) quels ont été les montants récupérés, c) quel a été le coût des procédures qui ont dû être prises dans certains cas?

M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Pour le territoire desservi par le bureau de district de Québec:

	1971	1972
	\$	\$
a)	283,014	613,227
b)	204,861	567,760
c) Si des procédures légales ont dû être prises dans certains cas, le coût a été ajouté à la somme à recouvrer.		

LES ACHATS JAPONAIS D'URANIUM

Question n° 3161—M. Nesdoly:

Au cours des 24 derniers mois, une mission commerciale japonaise au Canada a-t-elle voulu acheter de l'oxyde d'uranium (U₃O₈) provenant des réserves du gouvernement ou de la production de la mine Eldorado nucléaire à Uranium City et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats des négociations?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Il y a eu plusieurs missions japonaises au Canada au cours des 24 derniers mois mais aucune n'est venue avec l'intention d'acheter de l'uranium. Habituellement les agents de ventes des services publics d'électricité se chargent de telles initiatives.

Questions au Feuilleton

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LA FONCTION PUBLIQUE—LES EMPLOYÉS EN COURS DE FORMATION UNIVERSITAIRE À L'ÉTRANGER

Question n° 2510—M. Clark (Rocky Mountain):

1. Y a-t-il en ce moment des employés du gouvernement qui fréquentent une université ou qui reçoivent une autre formation, à l'extérieur du Canada aux frais du gouvernement et, dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas, a) le nom de la personne, b) le ministère intéressé, c) le poste intéressé, d) la nature des études, e) l'endroit du cours, f) le degré du cours, g) le montant de la subvention ou de toute autre forme de paiement par le gouvernement, h) la raison du cours, i) le degré de formation préalable reçu par cette personne aux frais du gouvernement?

2. Dans combien de cas le fonctionnaire qui étudie à l'étranger aux frais du gouvernement, est-il accompagné par son conjoint et, dans chaque cas, quelle portion des frais du conjoint, ou quel montant, est payé par le gouvernement?

3. Parmi les fonctionnaires qui ont suivi des cours à l'extérieur du Canada aux frais du gouvernement pendant la période du 1^{er} janvier 1970 au 30 juin 1973, combien a) étaient préalablement employés dans le bureau, ou faisaient partie du personnel, d'un ministre, b) ont obtenu de l'avancement dans la Fonction publique au cours des six mois précédant le début de leurs études à l'extérieur du Canada?

4. Quel est le nom de chacune de ces personnes ayant été préalablement associée à un ministre et quel est le nom du ministre?

5. Quel est le nom de chacune des personnes qui ont ainsi obtenu de l'avancement et quelles ont été a) la nature, b) les raisons de la promotion?

(Le document est déposé.)

L'AUGMENTATION DE LA MASSE MONÉTAIRE

Question n° 2818—M. Howard:

1. Que veut dire l'expression une augmentation de la masse monétaire?

2. Par quelle méthode ou quelles méthodes cette masse monétaire est-elle augmentée?

3. Pour chaque mois de la dernière année, de combien la masse monétaire s'est-elle augmentée à l'égard du mois précédent?

4. Quelle est la conséquence d'une hausse de la masse monétaire sur la valeur d'achat du dollar?

5. Pour chaque mois de l'année passée, quelle a été la diminution de la valeur d'achat du dollar à l'égard de chaque mois précédent en conséquence de l'augmentation de la masse monétaire?

(Le document est déposé.)

M. Cossitt: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour attirer l'attention du secrétaire parlementaire sur les questions n° 2398, 2941 à 2950 inclusivement et 2956 à 2965 inclusivement, qui sont des demandes de renseignements sur les sommes d'argent versées aux avocats engagés par le ministère de la Justice au cours d'une certaine période, de même que sur les avocats dont la Société centrale d'hypothèques et de logement a retenu les services. La première de ces questions est en suspens depuis longtemps, elle remonte au 26 juin, et je ne vois vraiment pas pourquoi il faut cinq mois au gouvernement pour publier ces renseignements.

Comme les noms de ces avocats constitue la liste des personnalités de l'entourage du parti libéral, rien ne semble justifier un tel retard. Enfin, je crois vraiment qu'il est temps que le gouvernement cesse cette tactique de retarder les réponses à certaines questions pour la raison évidente qu'elles pourraient exposer la façon déplorable dont il dirige le pays.